

Si grand est au Mexique l'amour de la musique et si ardent l'enthousiasme avec lequel le naturel du pays s'attache à ses mélodieuses expressions que, selon l'opinion d'un écrivain très autorisé, cet art brille au « détriment souvent des arts plus utiles ou plus nécessaires ».

Le gouvernement, pour sa part, favorise ce goût du pays en soutenant un conservatoire et en entretenant des professeurs de musique dans les écoles d'enseignement secondaire.

Ce goût, l'étude et des aptitudes naturelles ont produit des œuvres musicales de mérite et des artistes distingués. Parmi eux Béristain, Baca, Paniagua et Meneses, auteurs d'opéras ; Aniceto Ortega, Jérónimo Vazquez, Pérez de León, Morales, Ytuarte et nombre d'autres qui ont composé des œuvres populaires. Il y a un grand nombre d'instrumentistes qui jouissent d'une véritable réputation, et il ne manque pas de chanteurs originaires du Mexique, qui ont recueilli en Europe et en Amérique une abondante moisson de triomphes mérités ; aux premiers rangs étincellent M<sup>me</sup> Peralta et M<sup>lle</sup> Rosa Palacios.

## II

### Services publics.

*Instruction et assistance publiques. — Chemins de fer. — Télégraphes Postes. — Vapeurs. — Armée et marine. — Garde rurale.*

On doit facilement se faire une idée de l'état dans lequel devaient se trouver les services publics au Mexique, durant les années antérieures à 1876. On combattait alors, tantôt pour la possession du pouvoir, tantôt pour la défense de la patrie contre la coalition des envahisseurs étrangers, mais cette lutte perpétuelle, permanente, de tous les jours et de toutes les heures, sans repos ni trêve, consume fatalement toute la vigueur et toutes les énergies d'un peuple ; il aspire avant tout et surtout à recouvrer son indépendance perdue, à revendiquer son autonomie nationale.

Le courage des citoyens, l'activité des soldats, l'intelligence des gouvernants, la science des hommes d'État, tout ce qu'il y avait de forces vives sur la terre mexicaine, tout ne tendait qu'à une seule fin, à la réalisation d'un idéal unique : reconquérir le sol de la patrie. On ne pensait point à autre chose et il n'eût pas été possible d'attirer l'attention sur un autre objet.

Il n'est pas difficile de comprendre, que dans de telles conditions, durant le cours de ces années de guerre, non seulement il ne se créa pas de nouveaux services



publics, mais encore qu'on ne put songer à améliorer en quoi que ce soit ceux déjà existants. Il n'est point nécessaire d'apporter des preuves de l'état lamentable dans lequel se trouvaient tous ces services ; la saine raison le dit, les faits le confirment ; or, le général Porfirio Diaz, homme exceptionnellement doué, organisateur habile, administrateur actif et gouvernant énergique, vint à point nommé apporter remède à cet état de choses. Si comme soldat valeureux, si comme général intelligent et expérimenté, si comme politique ingénieux, il sut s'imposer à ses adversaires sur les champs de bataille et dans les luttes civiles, par la rapide réorganisation de tous les services publics existants, par la création des nouveaux et par l'élan qu'en si peu de temps il sut donner à la vie administrative de la nation, il se fit connaître comme homme de gouvernement doué de qualités vraiment extraordinaires. Le pays avait certainement le plus grand besoin, à cette époque, d'un tel homme pour se relever. Qui sait, si ce n'est pas à ce besoin qu'à répondu providentiellement l'apparition de Porfirio Diaz ?

Il est d'observation constante, en effet, lorsqu'on suit avec attention le cours des événements, à toutes les époques et dans tous les pays, que les grandes figures de l'histoire, les conquérants fameux, les hommes d'État éminents, les savants qui enrichissent la science de nouvelles découvertes, les poètes qui chantent les devoirs sacrés des peuples, surgissent, nul ne sait comment, nul ne sait d'où, quand leur présence est nécessaire ; comme si une loi providentielle, que l'on n'a pas encore approfondie, mais évidente par ses effets, les envoyait accomplir une mission libératrice, incarner un

progrès, condenser ce quelque chose d'indéfini qui flotte dans l'atmosphère, réaliser une idée neuve, personnifier l'esprit d'une époque, d'un siècle.

Est-ce par aventure que ces hommes extraordinaires apparaissent de temps à autres, sont-ils des jalons à la manière des pierres milliaires, placées de distance en distance sur le chemin que parcourt le genre humain ? Ils viennent au monde pour édifier, remplir une mission surhumaine réservée à eux seuls ?

Est-ce au contraire, que dans les profondeurs de l'esprit humain existe virtuellement en germe ces énergies puissantes qui se développent ou non, qui apparaissent ou disparaissent, selon les circonstances dans lesquelles le cours des événements place chaque homme ?

Nous n'avons pas à résoudre ce problème, quelle que pût être la solution à lui donner ; il sera toujours un fait incontestable : que Porfirio Diaz s'est relevé à ses concitoyens, qui l'admiraient déjà en tant que général accompli et d'une habileté consommée, comme un grand organisateur et un homme de gouvernement, d'abord à la tête de l'armée d'Orient, ensuite à la présidence de la République.

La République mexicaine, avant 1876, était — il n'y a pas raison de le nier, et il serait difficile de le méconnaître — un véritable chaos ou à peu près, en matière administrative tout au moins. A peine s'il existait des services postaux ; les voies de communication étaient rares et dans un état de délabrement effrayant ; l'instruction publique était loin de briller, et même tout ce qui se rapporte à la partie purement militaire, bien qu'elle ait été forcément la plus cultivée, laissait cependant beaucoup à désirer.



Dans ce naufrage général de tout ce qui constitue pour ainsi dire le patrimoine moral de tout pays civilisé, la seule épave qui put être sauvée fut l'Assistance publique qui, dès les premiers temps de la domination espagnole, avait toujours été un objet de prédilection pour les naturels du pays et qui se conservait comme un héritage religieusement respecté par tous, comme tout ce que la tradition conserve et agrandit. Hormis celui-là, qui peut être considéré comme une exception unique, les autres services publics, nous le répétons, se trouvaient alors dans un abandon plus que lamentable.

L'élévation du général Porfirio Diaz à la présidence imprima bientôt une impulsion à tout ce qui pouvait être favorable aux progrès et au relèvement de la République mexicaine. Tous les ressorts qui constituent l'administration publique reçurent, chacun de leur côté et simultanément, une impulsion vigoureuse, impulsion dans laquelle on ne remarquait pas seulement cette vigueur et cette force de la bonne intention et des irréalisables désirs, mais bien la fermeté de main et la prudence d'une direction intelligente et prévoyante; les heureux effets de ces travaux ne tardèrent pas à se faire sentir.

L'instruction publique, par exemple, domaine presque exclusif, depuis la fondation de la colonie, des missionnaires et du clergé séculier, s'était toujours limitée, et principalement en ce qui regarde les classes pauvres, à des données très rudimentaires. En effet, à cette époque l'instruction du clergé n'était pas généralement très avancée; elle était même assez sommaire, et ce n'est pas, que nous sachions, par leur amour de la

science, pas plus que par leur vaste érudition, que se distinguent d'habitude la plupart des missionnaires.

Leur caractère évangélique, leur enthousiasme de catéchistes, leur ferveur religieuse suppléent, en eux, presque toujours, à tout autre genre de connaissances. Du reste, on pensait n'avoir pas besoin de tant apprendre, à ces époques. Le vice-roi Branciforte (1705) ne déclarait-il pas du haut de sa grandeur, avec l'autorité et la force que sa situation élevée prêtaient à ses paroles, qu'en fait d'instruction, il n'était pas nécessaire de savoir autre chose que le catéchisme? Et cette affirmation, après bientôt deux siècles et dans les dernières années du dix-neuvième siècle, certains sectaires fanatiques du nouveau catholicisme, l'acceptent sans hésitation, comme indiscutable.

L'instruction réussit, sinon complètement, ce qui était absolument impossible, du moins en partie, à secouer ce joug si pesant, lorsque, en l'année 1834, les missions se trouvèrent sécularisées. Néanmoins, elle restait encore comme la vassale du clergé séculier, dont la prépondérance et l'autorité n'avaient pas disparu et ne semblaient pas devoir disparaître de sitôt. Les richesses du clergé qui étaient énormes, et le prestige qu'il conservait malgré tout auprès des multitudes fanatiques et peu instruites du peuple, lui permettaient d'intervenir dans les luttes politiques et d'agir de telle manière que ses aspirations absorbantes prévalussent comme aux époques antérieures.

Ce n'est point ici le lieu d'examiner et de discuter les maux qu'a causés, dans l'enseignement en général, et dans l'enseignement au Mexique, en particulier, ce monopole exercé au nom de la religion, par un clergé fort



souvent, sinon toujours, comme nous le disions plus haut, superstitieux, ignorant et fanatique; nous avons tenu, cependant, à établir le fait, comme une donnée historique d'une réelle importance, pour ses conséquences, et dont nous laissons l'appréciation à nos lecteurs.

Nous aurons une période d'environ vingt-cinq ans à parcourir avant que la Constitution de 1857, amplifiée et modifiée par les lois auxquelles on donna le nom de *Réforme*, ne vienne établir la liberté absolue de l'enseignement et mettre un terme, par ce fait même, à toute intervention officielle du clergé dans l'instruction publique. Comme cela se comprend aisément, le résultat immédiat de ses dispositions nouvelles fut de priver les cléricaux d'un monopole dont ils avaient joui légalement durant tant d'années, mais non de leur arracher leur influence de fait dans l'enseignement, ce n'est pas une entreprise facile, on le comprend, de rompre tout d'un coup avec des habitudes invétérées que la coutume enracinée sanctionne et que protègent les intérêts créés sous son ombre.

La conséquence de ces lois de 1834 fut la fondation des collèges professionnels auxquels vint se substituer, en l'année 1865, l'ancienne Université qui existait depuis 1553.

Les années qui suivirent 1861 virent peu à peu prospérer l'enseignement, bien qu'avec quelque lenteur. Pour s'opposer à une marche en avant plus rapide, il ne manquait pas de causes très puissantes : les unes, d'un caractère général, les autres ayant leur origine dans des circonstances particulières. L'instruction ne peut pas s'improviser, pas plus que les résultats de l'enseignement ne peuvent être obtenus en quelques années.

Même, lorsque la semence jetée par un cultivateur soigneux et expérimenté tombe en un terrain fertile, y germe bien et donne en son temps, c'est-à-dire, en bonne saison, une récolte abondante, il faut de toute nécessité qu'il se soit passé un temps suffisant pour pouvoir recueillir et utiliser ces fruits. En outre de ce fait, règle universelle et dans la nature même des choses, il arrive ordinairement dans les pays qui, comme le Mexique, ont passé de longues années au milieu des horreurs de la guerre, qu'il se crée des habitudes difficile à déraciner et appropriées à ce genre de vie. Il s'est établi (car l'on sait que l'habitude au moral comme au physique, constitue une seconde nature), une certaine tendance au changement continu, au fracas des batailles, aux émotions de la lutte, qui ne conviennent en aucune façon, au calme et à la tranquillité que réclame l'étude.

Il est arrivé ensuite, que, dans les premières années de la nouvelle vie, un des obstacles contre lesquels avait à lutter le développement de l'enseignement, était l'incurie, l'apathie, l'indifférence des masses pour les occupations sédentaires de la chaire et du cabinet, de la bibliothèque et de l'école. Il manquait, en outre, et ce n'était pas l'inconvénient le moins important, un corps enseignant nombreux, intelligent et bien rétribué,

C'est ce que ne tarda pas à comprendre, en montant à la présidence, le général Porfirio Diaz; aussi se consacra-t-il avec ardeur à surmonter ces obstacles. Le résultat ne se fit pas attendre. Porfirio Diaz ne pouvait se dissimuler, et il ne se dissimulait certainement pas, les énormes avantages qu'un peuple peut retirer de l'instruction; aussi employait-il tous ses efforts et toute son



activité, joints à un véritable enthousiasme, pour en assurer les bienfaits à ses compatriotes.

Déjà, pendant sa première période présidentielle, efficacement secondé par don Protasio Tagle, qui occupait avec autorité le ministère de la justice et de l'instruction publique, il avait édicté plusieurs mesures très opportunes dirigées toutes vers cette fin louable et patriotique, et même plus que patriotique, humanitaire. Il serait difficile de dresser ici un catalogue détaillé de ces mesures, les unes fondamentales, les autres accessoires, et toutes d'une importance différente et d'inégale portée; mais cela ne peut nous empêcher d'indiquer les principales mesures.

Il augmenta la rétribution accordée aux maîtres et au corps enseignant en général;

Il s'efforça d'entourer le professorat de tout le prestige nécessaire et propre à lui faire faciliter l'accomplissement de son importante mission, en lui accordant toutes sortes de marques de respect et de considération;

Il tenta d'améliorer, de perfectionner, de mettre à la hauteur des derniers progrès de la science pédagogique, les écoles normales existant à cette époque;

Il en créa de nouvelles et en aussi grand nombre qu'il lui fût possible;

Il rendit le professorat accessible à la femme, que l'on avait jusqu'alors maintenue systématiquement éloignée de toute occupation autre que les soins journaliers du foyer domestique.

Ces mesures ne pouvaient manquer d'avoir des détracteurs. On sait qu'en face de toute innovation, aussi bien-faisante qu'elle puisse être, se dresse toujours l'hostilité de la critique; mais ni Porfirio Diaz, ni son ministre

n'étaient hommes à rebrousser chemin sur la route où ils s'étaient si heureusement engagés. Au contraire, ils la suivirent sans hésitation et sans défaillance, et, pour apprécier le résultat obtenu dans cette première période du mandat de Porfirio Diaz, il nous suffira d'un simple exposé de chiffres, car il est évident que les chiffres, dans un ordre d'idées pareilles, ont plus d'éloquence que les périodes les plus ronflantes.

En l'année 1875, il y avait dans toute la République mexicaine 5,843 écoles publiques d'enseignement primaire; de ces 5,843 écoles, le gouvernement fédéral et les gouvernements des différents États, en entretenaient 603, les communes les 5,240 autres. Il existait en plus de celles-ci, qui fonctionnaient, comme on l'a très bien dit, avec un caractère officiel, 2,260 autres écoles d'enseignement primaire soutenues par des particuliers, parmi lesquelles on en comptait 117 fondées et entretenues par le clergé catholique.

C'est-à-dire que le total des établissements d'enseignement primaire existant sur tout le territoire mexicain en l'année 1875, était de 8,103, soutenus respectivement, comme nous venons de le dire, par le gouvernement fédéral, par le gouvernement des États, par les municipalités ou par des entreprises particulières. Le nombre d'élèves qui suivaient les cours dans ces écoles se montait à 349,000.

Quinze ans après, c'est-à-dire en 1890, les établissements d'enseignement primaire sont parvenus au chiffre de 10,726, parmi lesquels 2,689 pour les filles. Il y avait cette même année, répartis entre ces divers établissements, 543,977 élèves: 150,835 filles, 393,142 garçons.

Antérieurement à l'année 1875, il n'y avait sur tout le



territoire de la République que 54 établissements d'enseignement supérieur et collèges préparatoires; en 1889, on comptait 134 établissements d'enseignement supérieur ou collèges spéciaux dans lesquels 13,498 jeunes gens et 2,400 jeunes filles recevaient l'instruction.

Nous serions heureux, assurément, de produire ici le nombre total des écoles d'enseignement supérieur existant actuellement, de même aussi que le nombre des élèves qui les fréquentent; mais pour établir avec une certitude absolue ces données, il nous manque quelques documents officiels que peuvent fournir seuls les différents États qui forment la République.

Nous pouvons toutefois affirmer dès maintenant, par ce que nous en savons, que de très intéressantes améliorations ont été apportées dans cette importante branche de l'administration : au premier rang, nous plaçons la fondation des écoles maternelles dans lesquelles on a introduit la méthode de *Frœbel*, qui a donné de si admirables résultats chez les peuples plus avancés.

La loi du 17 novembre 1885 ordonnait l'établissement d'une école normale de professeurs; cette école normale a été inaugurée, avec toute la solennité possible, le 26 février 1887.

A cette même période correspondent la réorganisation de l'école secondaire de filles qui se transforma en école normale de professeurs, et beaucoup d'autres innovations similaires d'une réelle opportunité, qui mirent en relief le zèle et la compétence de M. le licencié don Joaquin Baranda, ministre de la justice et de l'instruction publique.

Pour contre-balancer les fâcheux effets de la résis-

tance passive opposée à la réalisation d'aspirations si patriotiques et de projets si louables, par l'apathie des uns, la négligence des autres et l'hostilité des gens encroûtés dans la routine, une loi du congrès établit dans tous les États de l'instruction primaire gratuite et obligatoire.

Que de controverses se sont produites entre les écoles individualistes et socialistes sur l'utilité ou l'inopportunité de déclarer obligatoire et gratuit l'enseignement élémentaire! Les uns en défendent le principe au nom du bien public, les autres le combattent au nom de la liberté individuelle. Nous ne voulons pas prendre parti dans la dispute, ni même émettre une opinion personnelle dans cette polémique, cet ouvrage est un livre de pure exposition et non de propagande; nous n'avons pas plus à prendre la défense passionnée de certains principes, qu'à soutenir des attaques entachées d'animosité contre certaines solutions. Nous enregistrons simplement le fait, que dans la plus grande partie des États qui constituent la République mexicaine, on a établi l'enseignement primaire gratuit et obligatoire.

Dans les « codes fondamentaux » ou bien dans la Constitution des pays dans lesquels une telle obligation a été imposée, on a pris soin de mentionner toujours une sanction pénale qui sert de garantie à l'accomplissement de cette obligation, sans cette garantie, en effet, la loi serait fréquemment éludée et les résultats qu'on en attend demeurerait illusoire. Dans certains États, cette sanction pénale consiste, soit dans la privation de certains droits civils ou politiques pour ceux qui ne savent ni lire ni écrire, soit dans la nécessité de prouver l'assistance aux cours dans les écoles publiques ou